

Marie-Martine Schyns, l'enseignante qui revient à l'Education

■ Déjà ministre en 2013, Marie-Martine Schyns revient dans un contexte très différent.

Marie-Martine Schyns a-t-elle du caractère ? Pour beaucoup, la réponse à cette question déterminera fortement un mandat qui s'annonce chargé.

Ce qui est certain cependant, c'est qu'à 38 ans la future ministre ne se présente plus comme une novice.

Romaniste, professeur de français pendant dix ans à l'Institut Saint-Michel de Verviers, députée wallonne et cheffe de groupe à la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'élue CDH originaire de Herve remplaça Marie-Dominique Simonet au ministère de l'Education pendant un an en juillet 2013.

A l'époque, elle assura la fin de la législature avec une bonne note globalement partagée. Désireuse de poursuivre la ligne tracée alors par Marie-Do-

minique Simonet, elle favorisa une politique de terrain en engageant ou concrétisant de nombreux appels à projet.

Juge et partie ?

Son passé d'enseignante fut par contre diversement apprécié. Si certains pouvoirs organisateurs et syndicats se sont félicités de sa réelle connaissance du terrain et de son intérêt pour de nombreux dossiers (dont le décret inscription ou la problématique du manque de places dans les écoles bruxelloises), d'autres regrettaient qu'elle ne puisse prendre de la hauteur à l'occasion de certains dossiers.

"A l'époque, elle était fortement marquée par son réseau qu'est le réseau libre, explique Roberto Galluccio, administrateur-délégué du Cpeons, l'enseigne-

ment des communes et des provinces. Sur le dossier des cours de citoyenneté par exemple, on la sentait un peu juge et partie."

Sera-t-elle donc à la hauteur pour reprendre les chantiers importants initiés par Joëlle Milquet, dont le Pacte pour un enseignement d'excellence censé revoir le fonctionnement global de l'enseignement francophone belge ? C'est difficile à dire, expliquent de nombreux observateurs. *"On espère qu'elle aura le courage d'assumer des arbitrages politiques", s'interroge un acteur du Pacte.*

Eugène Ernst, le secrétaire général de la CSC, se montre prudent. *"Entre 2013 et aujourd'hui, les circonstances sont très différentes, précise-t-il. Cette fois, les enjeux et les chantiers sont très importants. Plus importants qu'en 2013. Il est difficile de savoir si son expérience et sa personnalité seront suffisantes pour la servir dans un tel contexte."*

BdO

MARIE-MARTINE SCHYNS

Nouvelle ministre francophone de l'Enseignement